

LE MATIN • LUNDI 16 MAI 2011

MAROCAINES D'ICI ET D'AILLEURS

Lutte contre la discrimination

Les femmes immigrées dans les pays d'Amérique se sont réunies à Montréal pour améliorer leurs conditions de vie et participer au développement de leur pays.

MONTRÉAL - NADIA OUIDDAR

Le samedi 14 mai, des femmes marocaines venues des États-Unis, du Maroc, du Canada et bien d'autres pays se sont réunies à Montréal afin d'ouvrir les travaux de la première rencontre des femmes marocaines des Amériques. Ce rendez-vous, qui s'inscrit dans la continuité des éditions précédentes des «Marocaines d'ici et d'ailleurs», organisées par le Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME), est dicté par une conjoncture marquée par une immigration qui se féminise de plus en plus.

«Cet événement qui représente un premier espace d'écoute, de rencontre et d'échange scientifique et culturel s'est imposé comme un rendez-vous privilégié de croisement de parcours des femmes du Maroc et de l'immigration inscrit selon une approche comparative dans un contexte international», explique Amina Ennceiri, présidente du groupe de travail «Approche genre et nouvelles générations» au CCME.

Il faut dire que les Marocaines migrantes ne se contentent plus aujourd'hui d'accompagner leurs familles. Actives dans plusieurs domaines, elles se bat-

tent pour faire parti du changement socioéconomique aussi bien dans leur pays d'origine que dans le pays d'accueil.

Cette double responsabilité les emmène à partager leurs expériences et ambitions mais surtout à œuvrer pour plus d'égalité et lutter contre la discrimination.

«Nous avons rejoint les pays d'Amérique pour des raisons économiques, pour un regroupement familial ou pour les études. Certaines d'entre nous ont rejoint ces pays de façon fortuite ou même sans papiers. Nous y avons apporté notre culture. Beaucoup d'entre nous sont venues pour améliorer leurs compétences et aujourd'hui nous voulons faire partie du changement et on cherche à savoir comment les femmes marocaines migrantes peuvent être un facteur de développement», affirme Nadia Serhani-Eltobgi, résidant à Washington DC, membre du groupe de travail «Administration, droits des usagers et politiques publiques».

En effet, le rôle que jouent les femmes en terre d'exil est important. Plus importantes également sont les discriminations et difficultés auxquelles elles doivent faire face et qui mettent en péril leur stabilité économique et sociale. Cette communauté, aussi nombreuse que diversifiée, a ainsi besoin de faire connaître les contraintes auxquelles elle est confrontée au quotidien et de faire entendre sa voix à l'intérieur et à l'extérieur de son pays d'accueil.

Au niveau du Canada, plusieurs femmes confirment les progrès réalisés pour faciliter l'intégration des immigrantes. «Afin d'améliorer les conditions

de vie des immigrées, plusieurs mesures visant à promouvoir l'égalité entre hommes et femmes ont été prises. Il s'agit entre autres du déploiement des mesures «travail / famille» et des congés parentaux, la publication d'un guide d'information intitulé «A part égale à part entière», édité en arabe, en anglais, en français et en espagnol. Des ententes triennales ont été aussi conclues avec six villes du Canada pour favoriser le principe d'égalité.

S'agissant de l'action communautaire, douze projets ont été subventionnés par le gouvernement du Québec dans 5 régions afin de favoriser l'accès des femmes immigrantes à l'égalité et au respect de leurs droits même au sein de leurs familles et de leurs communautés», souligne Fatima Houda-Pépin, première vice-présidente de l'Assemblée nationale Québec et députée de la pinière, Canada. Un constat confirmé par Helene Fotopoulos, responsable du dossier condition féminine à la ville de Montréal, «On a mis en place un programme spécialisé pour les mères et filles migrantes.

A Montréal, véritable ville phare des conditions féminines, nous sommes conscientes qu'aucun développement ne peut se faire sans intégration totale des femmes qui apportent des réformes à la ville, font preuve de solidarité et travaillent ensemble malgré leurs différences».

Toutefois, il est à noter que plusieurs acteurs associatifs et responsables marocains appellent à davantage d'égalité au Canada, notamment en ce qui concerne l'équivalence des diplômes. «On affirme que le taux de chômage chez les



Plusieurs acteurs associatifs et responsables marocains appellent à davantage d'égalité au Canada.

immigrés est de seulement 18%, mais il faut prendre en considération que plusieurs femmes diplômées exercent ici des emplois incompatibles avec leurs compétences», nous confie une membre d'une association d'aide pour immigrés. Pour sa part, Nouzha Chekrouni, Ambassadeur du Maroc au Canada a souligné que l'équivalence des diplômes est le plus grand souci d'intégration qu'affrontent les Marocains au Canada.

Dans ce sens, elle a affirmé que des discussions sont actuellement entamées avec les responsables canadiens afin de trouver une solution à ce problème. L'égalité, la lutte contre la discrimination et la citoyenneté ont été les mots d'ordre de cette rencontre des «Marocaines d'ici et d'ailleurs».

Tous les acteurs, interpellés par ces problématiques de l'immigration, ont passé au peigne fin ces trois axes qui ont été générés par la réflexion sur les nouvelles configurations migratoires féminines et qui méritent une analyse approfondie. ■

TÉMOIGNAGES



«La contribution dans les pays d'origine est immense»

Aujourd'hui, le Maroc est conscient de l'importance des femmes immigrantes et cherche à les approcher il faut alors qu'elles répondent présentes car les Marocaines d'ici et d'ailleurs pourraient jouer un rôle important dans le processus de démocratisation. En outre, si des projets concrets émergent de ces travaux et que ces femmes souhaitent un appui soit du gouvernement du Québec, soit de l'Assemblée nationale du Québec il me fera plaisir de les approcher pour un éventuel partenariat.

FATIMA HOUDA PÉPIN • première vice-présidente de l'Assemblée nationale Québec et députée de la pinière, Canada



«Pour la reconnaissance des diplômes marocains»

Si notre immigration regorge de compétences, le taux de chômage parmi les rangs des Maghrébins s'élève parfois jusqu'à 24%. Dans ce cadre j'ai entrepris une initiative, depuis l'année dernière, où une piste de réflexion a été mise en place avec le ministère de l'Immigration pour la reconnaissance des diplômes et des expériences professionnelles. Il y a une volonté d'explorer avec nous les pistes de l'équivalence. Le travail est déjà commencé et j'espère qu'avec le gouvernement du Québec on va parvenir à de bons résultats.

NOUZHA CHEKROUNI • Ambassadeur du Maroc au Canada